

En hausse
Les Bourses émergentes

Malgré la crise, les Bourses du Brésil, de Russie et de Chine émergentes ont dépassé le janvier, des hausses respectives de 7,86 %, 14,13 % et 27,46 %. Celle de l'Inde stagne à -0,34 %.

En baisse
Le port de Marseille

Le trafic de marchandises a chuté de 24 % en janvier par rapport au même mois de 2008. Le premier port français, quatrième en Europe connaît son plus bas niveau d'activité en dix ans.

- 50 % La baisse de la production dans les usines européennes de Renault au quatrième trimestre 2008. « Le pire est derrière nous en matière de production », a déclaré Patrick Pelata, le directeur général, lors de la présentation des résultats

La crise

La France connaît la pire récession depuis 1945

L'activité a chuté de 1,2 % au quatrième trimestre 2008. Le recul sera d'au moins 1 % en 2009, selon M^{me} Lagarde

La France a été durement rattrapée par la crise économique au quatrième trimestre 2008 : le produit intérieur brut (PIB) a reculé de 1,2 % en volume, a annoncé dès jeudi 11 février l'Insee après la rupture de embargo décidé par le Comité de défense de la statistique publique (CDSP) hostile à la déclassification d'une partie des professeurs à Metz.

Ce chiffre n'est pas seulement « très mauvais » comme la ministre de l'économie Christine Lagarde l'avait relevé mercredi sur Canal+, il est historique : il fait remonter au quatrième trimestre de 1974 (-1,6 %) pour trouver un décrochage comparable par sa brutalité.

Sur l'ensemble de l'année 2008, le PIB a aura finalement augmenté de 0,7 %, après + 2,1 % en 2007. Le ralentissement des données va continuer avec un ancre de croissance négatif de -0,9 % à la fin 2008. L'année 2009 a mal commencé. Dans un communiqué publié jeudi soir, M^{me} Lagarde en a immédiatement fait les conséquences : « L'activité en France devrait être inférieure à -1 %, a-t-elle estimé révisant ainsi de manière dracoenne sa prévision de croissance pour 2009 (de +0,8 % à +0,5 %). La ministre détaillera les nouvelles hypothèses macroéconomiques en mars. Mais elle a d'ores et déjà admis, après la transaction euro-

perenne (FMI) et nombre de conjonctures, que le recession de 2009 sera d'un ampleur supérieure à celle de 1993 (-0,9 %) et celle de 1974 (-1 %) consécutive à la première crise pétrolière. « Ce pourrait être la pire depuis 1945 après guerre. Comme toutes les enquêtes sur le climat des affaires et tous les indicateurs d'activité le laissent prévoir, le décrochage du PIB depuis octobre a été violent. Ce constat vaut particulièrement pour l'industrie. L'activité industrielle (hors énergie et agroalimentaire) a reculé de 8,6 % au troisième trimestre 2008 par rapport aux trois mois précédents. Dans l'industrie automobile, qui a entraîné dans son sillage une partie de la production de biens intermédiaires, la chute spectaculaire a atteint 33,5 %.

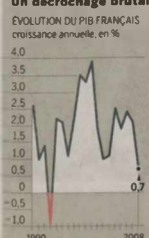
Baisse record du PIB allemand au quatrième trimestre

Le recul de la demande globale a affecté l'ensemble des entrepreneurs européens, note l'Insee dans deux enquêtes publiées le 11 février. En janvier, l'indicateur synthétique du climat des affaires est en zone noire s'est rapidement mais moins fortement que les précédents. Les industriels européens, toutefois, « assurant que les commandes de commandes continuent de se dégrader

« Petits signes » positifs

Le décrochage massif auquel ont procédé les entreprises depuis octobre a contribué à la contraction de l'activité à hauteur de 0,2 point et la chute du commerce extérieur de 0,3 point sur l'année 2008. L'investissement des ménages a baissé et celui des entreprises nettement ralenti. La consommation

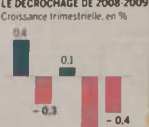
Un décrochage brutal au quatrième trimestre



LE DÉCROCHAGE DE 1993



LE DÉCROCHAGE DE 2008-2009



des ménages a mieux résisté en hausse de 0,5 % au quatrième trimestre, elle a déclaré sans s'effrayer. « Au vu des enquêtes déjà disponibles pour janvier », indique Eric Dubois, responsable du département conjoncture de l'Insee, « le PIB devrait continuer à se contracter au premier trimestre. Dans une sous-panorama quelques « petits signes » positifs peuvent être mentionnés : les différents indicateurs de conjonctures publiés en janvier restent mauvais mais ils ne traduisent pas de nou-

velle détérioration, fait valoir M. Dubois. Son collègue de Coe Recodec Denis Ferrand, relève que les conditions de crédit ont cessé de se durcir. Il note la stabilisation du cours des matières premières, la poursuite de la dette des taux d'intérêt et le fait que les taux de fret maritime sont restés à la hausse. « Le climat reste très noir mais il ne semble plus se dégrader. Il est possible que nous ayons passé le pic du stress financier », résume-t-il.

« PRÉVISIONS SOURCE INSEE » ces paramètres auront rebondit. Il se attende avant l'été, le deuxième semestre 2009. La mise en œuvre du plan de relance de Barack Obama aux États-Unis et les actions des banques centrales en faveur d'un assouplissement du crédit pourraient, observe M. Dubois, aider à la reprise. Le Bureau fédéral américain s'est lancé dans l'achat de billets de trésorerie des entreprises et le Banquet central européenne (BCE) y réfléchit. © Claire Guélaud

Lettre d'universitaires de Paris II (Panthéon-Assas)

Monsieur le Président de la République,

L'indépendance des universitaires, consacrée par le Conseil constitutionnel, ne constitue pas un privilège : elle assure la liberté et la fécondité de l'enseignement et de la recherche.

C'est pour garantir cette indépendance que le déroulement de la carrière des universitaires dépend d'un conseil national, composé de pairs, et organisé discipline par discipline.

Le Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche entend désormais le placer entre les mains des présidents d'université et de leur conseil d'administration. C'est confier à un physicien le soin de juger les justes et inviter un biologiste à évaluer des travaux de littérature médiévale. C'est aussi confier aux présidents d'université un pouvoir étranger à leurs aptitudes réelles et favoriser le développement d'un localisme qui risque d'exclure les meilleurs.

Le Ministre propose l'élaboration d'une « charte des bonnes pratiques » à l'usage des présidents. Comment mieux reconnaître les vices du statut qui on veut imposer ? Chercher à remédier par un texte dépourvu de valeur juridique est inacceptable alors qu'une liberté constitutionnelle est en cause.

Le principe d'une évaluation n'est pas contesté ; tout dans nos activités en dépend déjà, et c'est légitime : recrutement, avancement, reconnaissance des centres de recherche auxquels nous appartenons. Ce que nous refusons en revanche, c'est que la gestion de notre activité universitaire et notre service puissent dépendre de la décision d'un seul homme entouré d'un conseil trop restreint.

Monsieur le Président de la République, l'Université a, avec des moyens chichement mesurés, tenu le pan de la démocratisation de l'enseignement supérieur. Elle mérite mieux que cette capitalisation d'un autre âge. C'est l'avenir de la jeunesse qui est en jeu.

La liste des universitaires qui ont souscrit à ce message peut être consultée sur www.u-paris2.fr

Les cadres seraient surtout touchés par le chômage longue durée d'ici à 2013

La baisse des recrutements sera prononcée en 2009

Moins 17 % pour les recrutements en 2009, stagnation jusqu'en 2013. Les cadres sont particulièrement touchés par la crise. Selon les chiffres publiés par l'Assozon pour l'emploi des cadres (APEC), jeudi 12 février, le « coup de frein » sur le marché de l'emploi des cadres est brutal et le recrutement est dans les années 2010, 2011 et 2012 devrait être comparable à ce que nous avons connu en 2003 après « l'effacement de la bulle Internet ». L'enquête annuelle de l'APEC, « Panel », effectuée auprès de 11 000 entreprises du secteur privé, laisse entrevoir des prévisions en baisse mais qui restent à un bon niveau. Les 320 000 recrutements de cadres en 2008 (soit les trois huitièmes moins de l'année précédente) tombent à 270 000 en 2009, un niveau qui se maintiendrait durant trois ans.

« Je m'attendais à peu », analyse lady Chatelet, le directeur général de l'APEC. « Sur ce point, mais le niveau de recrutement reste soutenable pour un total de 2,3 millions de cadres en activité. Notre perspective vaient plutôt de la stagnation de la période difficile à l'ouverture d'un autre monde ». Les cadres sont plus menacés par un risque de chômage longue durée que par un chômage massif. La rapidité et le taux de



retour à l'emploi vont se dégrader pour les cadres au chômage. Actuellement, explique M. Chatelet, au bout de douze mois de chômage, 28 % des cadres n'ont plus retrouvé d'emploi, un chiffre qui pourrait monter à 35 ou 40 %.

Résistance relative

Cette immobilité relative s'explique par le fait que les premiers touchés par la crise ont été l'industrie et les services. Les recrutements ont baissé dans les trois quarts des emplois intermédiaires, ont été les plus touchés : la baisse a atteint 23,4 % pour les ouvriers qualifiés et 27,8 % pour les non qualifiés.

« L'industrie est porteuse de l'investissement des entreprises, dit encore M. Chatelet. Si elle trouve des financements, il n'y aura pas trop de problèmes. » Pour Patrick Mourau, directeur de l'équipe « cadre de Pôle emploi à Montpellier », les cadres savent que ce sera difficile, ils sont plutôt à la recherche de nouveaux emplois. « Mais les offres d'emploi pour les cadres sont rares, de l'ordre de 10 % avec une hausse légère du nombre de cadres inscrits au chômage », explique M. Mourau. Son homologue à Marseille, Marie-Luce Guis, constate un phénomène nouveau : alors que les cadres sont plus qualifiés, plus âgés, on en voit de plus en plus qui viennent pour se reconvertir sur le marché du travail, qui souhaitent éventuellement se reconvertir dans un autre job ou encore un emploi explique M^{me} Guis. Un signe d'inquiétude et de fébrilité. © Rémi Barrouz

